





n'est pas de vingt-trois ans au moins et s'il ne réunit un minimum de deux ans moins de trente mois.

Art. 9. L'examen pour l'armement pour le grand et le petit cabotage et les commandements exceptionnels au long cours sera composé comme suit :

Le capitaine de port, ou son chef de vaisseau ;

Le commandant des navires de la station locale ;

Un officier au long cours ou, à défaut, un officier de l'as des navires de la station locale.

Dans les cas où le capitaine de port ne serait pas un officier de vaisseau, il serait remplacé par un officier de la station locale.

La présidence de la commission d'examen appartiendra à l'officier le plus grade, ou, à grade égal, au plus ancien.

La commission procédera dans le local qui lui sera assigné pour la tenue de sa séance.

Elle pourra s'adjointre, si elle le juge convenable, le maître de port ou l'un des pilotes pratiques de la colonie.

Il sera dressé procès-verbal de ses opérations.

Art. 10. Jusqu'à l'ouverture, les matières sur lesquelles devront être interrogés les candidats sont celles relatives aux programmes annuels ou décret du 26 février 1862. (*Bulletin officiel de la marine, 4<sup>e</sup> semestre, page 262 et suivantes.*)

Art. 11. MM. les membres de la commission d'examen dresseront une liste, par ordre de mérite, des candidats qu'ils reconnaissent aptes à exercer les commandements en grand et au petit cabotage. Chacune de ces deux catégories fera l'objet d'une liste distincte.

Ces approbations seront reproduites au procès-verbal d'examen.

Art. 12. Sur le vu du procès-verbal et le rapport de l'ordonnateur, une décision, prise par le Commandant Commissaire de la République, investira les candidats reconnus admissibles du droit de commander les navires du Protectorat.

Une ampliation de cette décision est délivrée à chacun des candidats pour lui tenir lieu de brevet.

Art. 13. Il ne sera exigé ni examen ni brevet pour les patrons devant commander au bordage. Il leur suffira de faire preuve de trois années de navigation et d'être porteurs d'un certificat de capacités délivré, selon le cas, par les autorités suivantes :

A Tahiti et à Moorea, par le capitaine de port ;

Aus Marquises, aux Tuamotu, aux Gambier, par le Résident, s'il est officier de vaisseau.

Dans le cas où le Résident ne serait pas officier de vaisseau, le certificat de capacité serait délivré :

Par tout commandant ou officier de vaisseau présent sur les lieux, appartenant ou non à la station locale ;

Par un capitaine au long cours ou au grand cabotage présent sur les lieux et reçus à cet effet, ou enfin par deux capitaines au petit cabotage.

Art. 14. Les capitaines étrangers porteurs de brevet émanant des autorités de leur nationalité pourront être admis, sous une autorisation spéciale du Commandant Commissaire de la République, à commander les bâtiments armés sous le pavillon du Protectorat.

Parole faite pourra être également accordée aux marins étrangers nos pouvoirs de brevet qui auront satisfait à l'examen prévu par les articles 3 et suivants du présent arrêté.

Art. 15. Ne pourront être admis au bordage que des bâtiments d'une jauge inférieure à vingt-cinq tonnes.

Art. 16. Les navires armés au long cours, au grand et au petit cabotage seront munis d'un rôle d'équipage dont la durée, la teneur et les dates de débarquement seront fixées par les dispositions des décrets des 4 et 19 mars 1852 sur le rôle d'équipage.

Sur la demande des intéressés, les congés des navires armés au petit cabotage pourront toutefois être renouvelés par les Résidents.

Les armements au bordage ne sont assortis qu'un simple permis de navigation, dont la durée est fixée à uno année.

Ces permis pourront être renouvelés par les soins des Résidents dans le cas où la limite du bordage affectée au bâtiment ne les rattraperait pas au port de Papete.

Art. 17. Les contraventions au présent arrêté seront poursuivies devant les tribunaux correctionnels à la requête du ministère public et aussi du commissaire de l'inscription maritime et sur procès-verbal dressé par lui ou tous agents compétents.

Les peintures à prononcer en matière de contraventions seront celles prévues par le décret du 19 mars 1852, ainsi que par l'article 82 du décret-loi du 21 mars de la même année.

Art. 18. Le présent arrêté abroge en tout ce qu'il est de contraindre aux dispositions ci-dessous : les actes locaux de même nature en date des 24 janvier 1818, 18 février et 30 août 1865. Quant à l'arrêté du 27 septembre 1878, il est entièrement rappelé.

Art. 19. Ces nouvelles dispositions seront mises en vigueur conformément aux dispositions de l'arrêté-loi du 23 mars 1869 concernant l'exécution des lois, décrets, etc., dans les établissements français de l'Océanie.

Art. 20. L'ordonnateur et le Chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enrегистré et communiqué au *Messager* et inscrit au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 8 mai 1880.

I. CHESSE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur p. i.,  
G. Passeux.

Le Chef du service judiciaire p. i.,  
PINAUDIER.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'arrêté du 11 août 1866 ouvrant le port de Papete aux navires français et étrangers, ensemble la décision du 7 novembre 1871 résultant applicable auxdits les dispositions en vigueur sur la police de la rade et du port de Papete;

Vu les arrêtés en date des 28 décembre 1871, 22 janvier 1872, 21 juin 1873, 18 juillet et 10 décembre 1874, 25 février 1875 et 13 mai 1877 sur l'octroi de mer;

Coux des 1<sup>er</sup> janvier 1866, 30 juin 1871 et 1<sup>er</sup> février 1876 sur la circulation des bateaux;

Celui du 2 janvier 1876 sur le service postal à Tahiti ;

Vu l'ordonnance du 29 février 1876 relative aux actes de l'état civil des indigènes et assimilés domiciliés dans les districts;

Vu la suppression du poste de gendarmerie établi à Papara;

Vu le prochain envoi d'un Résident dans le canton de Taravao;

Sur la proposition de l'ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur et du Chef du Service judiciaire ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. Le commissariat de police établi à Taravao par l'arrêté du 4 juillet 1879 est supprimé.

Art. 2. Il est créé à Atimaono (district de Papara) un commissariat de police qui comprendra les trois districts de Paes, de Papara et de Mataiva.

Art. 3. Le commissaire de police exerce ses fonctions conformément aux arrêtés et règlements sur la matière dans les établissements français et les Etats du Protectorat.

Il correspondra avec le commissaire de police de Papeete et en recevera les ordres pour tout ce qui concerne la police administrative.

Art. 4. Il sera aussi chargé, en se conformant aux dispositions des arrêtés ci-dessus dans les considérations ci-dessous :

1<sup>er</sup> De la police du port de Papourici, où il devra se transporter chaque fois qu'il y arrivera un navire de l'étranger pour l'arrêter et recevoir, s'il y a lieu, le manifeste et tous autres papiers de bord ;

2<sup>er</sup> De l'application des règlements sur l'octroi de mer ;

3<sup>er</sup> De la délivrance des permis de circulation de bateaux dans l'intérieur de sa circonscription ;

4<sup>er</sup> Du service postal ;

5<sup>er</sup> Du service de l'état-civil dans les trois districts soumis à sa juridiction ;

6<sup>er</sup> Des fonctions de porteur de contraintes.

Art. 5. Considéré comme agent de recette, le commissaire de police de Papara sera chargé, sous la direction des chefs de service intéressés à Papete, et d'après les instructions détaillées qui lui seront données par l'ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur :

1<sup>er</sup> Du recouvrement, si y a lieu, des produits du droit d'octroi de mer ;

2<sup>er</sup> Du droit de 25 c. perçu au profit de la caisse indigène pour chaque portée de pêcheuse de bateaux délivrée ;

3<sup>er</sup> De la vente des timbres-poste et du recouvrement des taxes des lettres.

Art. 6. Une remise de 2 et 1/2 p. 0/0 lui sera allouée sur les produits réalisés par ses soins.

Art. 7. Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté.

Art. 8. L'ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur est le Chef du service judiciaire qui sera chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Messager*, communiqué et enrегистré partout où besoin sera et inscrit au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papeete, le 8 mai 1880.

I. CHESSE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur p. i.,

f. f. de Directeur de l'Intérieur,

Le Chef du service judiciaire p. i.,

G. Passeux.

PINAUDIER.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu notre arrêté en date de ce jour établissant un commissariat de police à Papara, district d'Atimaono ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur et du Chef du service judiciaire,

Décisions :

Art. 1<sup>er</sup>. M. Sautei, commissaire de police à Taravao, résidant actuellement à Papeete, est nommé commissaire de police à Papara.

Art. 2. Il recevra sa solde actuelle de 2,100 fr. par an, plus la ration et le logement.

Il aura droit en outre à une allocation de 600 fr. à titre de frais de bouteilles.

Art. 3. Avant de se rendre à son poste, M. Sautei viendra à Papeete recevoir les ordres des deux chefs d'administration. Avant d'entrer en fonctions, il devra prêter serment.

Art. 4. L'ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur et le Chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée et enrегистré partout où besoin sera.

Papeete, le 8 mai 1880.

I. CHESSE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur p. i.,

f. f. de Directeur de l'Intérieur,

Le Chef du service judiciaire p. i.,

G. Passeux.

PINAUDIER.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu la demande formulée, le 16 avril 1880, par M. Boussion, distributeur de la marine, à l'effet d'obtenir une parcelle de terrain au cimetière de Papeete ;

Vu l'arrêté du 23 août 1878 accordant des concessions de terrain à perpétuité dans ledit cimetière ;

Sur la proposition de l'ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur ;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. Il est accordé à perpétuité à M. Boussion, distributeur de la marine, une parcelle de terrain d'une superficie de 10 mètres carrés, située au cimetière de Papeete à l'emplacement planifié au plan ci-joint.

Art. 2. L'ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enrегистré partout où besoin sera.

Papeete, le 4 mai 1880.

I. CHESSE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur p. i.,

f. f. de Directeur de l'Intérieur,

Le Chef du service judiciaire p. i.,

G. Passeux.



Le président met aux voix la question de savoir s'il y a lieu de renvoyer l'assemblée dans ses séances à la discussion générale.

Le président demande la réouverture immédiate, le revoi des questions à la discussion générale.

M. le général fait constater la non-exécution des divers impôts locaux que la commission n'a pas examiné, et ouvre ensuite la discussion générale sur la question de prorogation.

Le général demande que vient de lire M. le président que vient de lire M. le président que la commission n'a pas examiné, et ouvre ensuite la discussion générale sur la question de prorogation.

Le général demande que viennent de lire M. le président que vient de lire M. le président que la commission n'a pas examiné, et ouvre ensuite la discussion générale sur la question de prorogation.

M. Goupil dit que pour le moment il faudrait d'abord discuter si oui ou non il y a lieu de renvoyer l'impôt, ou le renvoi dans les séances à la discussion générale sur chaque impôt.

M. Baudouïn demande une discussion séparée l'impôt personnel, et pose à l'assemblée la question de savoir si un principe il doit ou non être maintenu.

M. Baudouïn dit qu'il est tout, selon lui, devant être maintenu en principe, mais avec des modifications.

L'assemblée consulte admet le principe de l'impôt personnel.

Le président passe à la contribution mobilière consulte l'assemblée sur le point de savoir si tel le principe elle admet cet impôt.

Cet impôt est aussi en principe.

M. Goupil combat ce mode de procéder parce que l'assemblée n'est pas entièrement préparée à débattre sur des questions de droit public, et qu'il convient de faire voter l'assentiment de l'assemblée sur l'adoption d'un impôt est alors que, par cette façon de procéder, l'assemblée ne peut pas discuter sous tous ses points de vue, et alors même alors seulement, la décision qu'elle prendrait ne serait pas sûrement une surprise.

M. Chauvelot demande que des auditions du *Messager* du 23 janvier 1880 concernant le budget détaillé de cette année soient mis à la disposition de la commission.

M. Goupil demande que chaque impôt soit discuté séparément, et que l'ensemble passe à la discussion d'un autre impôt que lorsque le précédent sera fait l'objet d'un examen approfondi et détaillé. Il propose que l'assemblée vote une motion de confiance au général qui devra porter sur une discussion générale sur l'ensemble des impôts qui sont actuellement existants, et qu'il examine l'examen de chaque impôt mobilière en principe serait confié à une sous-commission chargée de proposer dans un rapport les modifications du détail qu'il conviendrait d'apporter soit dans leur qualité, soit dans leur quantité.

M. Baudouïn demande la parole pour proposer la création d'un fonds sur les Chinois qui résident à Papeete où ils ne se livrent à aucun travail utile, tandis que leur concours à l'agriculture sera si profitable pour tous.

M. le président met aux voix la proposition de M. Goupil, à savoir : Si la discussion sur chaque impôt sera mise toute au fonds, ayant pour but d'en établir une manière générale le principe de leur émission ou de leur rejet.

Le général déclare que son principe ainsi qu'il vient d'être proposé par M. Goupil, il est tout à fait approuvé.

M. Goupil dit qu'il est d'accord avec M. Baudouïn fils, de s'occuper avec tout les appels appropriés qu'il y aura lors de cette crise.

Sur la proposition de M. le président, l'assemblée décide que toute proposition ayant pour objet la création d'un ouvrage d'impôt sera soumise à la formation préalable de la prise en considération.

Sur l'initiative que lui adresse M. le président d'indiquer la nature de l'impôt qu'il voudrait faire peser sur les Chinois exclusivement, M. Baudouïn propose d'inscrire la liste personnelle des ouvriers qui résident à Papeete et qui ne peuvent justifier d'une profession, d'en communiquer à l'assemblée de longue écriture.

Le général déclare que son principe ainsi qu'il vient d'être proposé par M. Baudouïn, parce que les Chinois ont été admis à la révolution au même titre que tous les autres citoyens, que s'il existe parmi eux des vagabonds, des voleurs sans moyens d'existence, la police est tenue contre eux pour qu'il soit bon de recourir à des mesures d'exception.

M. Baudouïn répond que les Chinois ne sont pas soumis aux mêmes charges que les Européens ; qu'ils devront être traités de la même façon que nos concitoyens chez eux ; qu'ils vivent ici dans un état de paix et de paix que l'état de paix de nos pays le laisse ou danger. Il faut aussi aussi cette considération que les Chinois n'envoient pas leurs enfants à l'école.

M. Goupil se rappelle que l'empereur Napoléon fut membre devant le Comité d'agriculture et en particulier administrateur. M. Baudouïn a fait des propositions analogues qui ont été étudiées par l'autorité, et que, sans partager les idées de M. Baudouïn, il est d'accord qu'il demande au général une prise en considération pour être examinée et voter une loi pour toutes.

L'assemblée consulte prend en considération la proposition de M. Baudouïn.

M. Chauvelot, conséquemment cette prise en considération, propose de nommer de suite une sous-commission chargée de faire un rapport sur ce nouveau impôt.

M. Italius appuie la demande de nomination d'une sous-commission.

M. Van der Venne dit que par suite de la prise en considération par l'assemblée de la proposition, il est de règle de nommer une sous-commission chargée de rapporter sur ce nouveau impôt.

M. Pater demande la discussion préalable.

M. le président met aux voix la question de savoir s'il y a lieu de nommer une sous-commission, en faisant remarquer que cette nomination serait inutile si l'assemblée pouvait pouvoir être suffisamment éclairée par une discussion générale.

L'assemblée, à la majorité, décide qu'il y a lieu de nommer une sous-commission chargée de faire un rapport sur la proposition Baudouïn prise en considération.

M. le président demande à l'assemblée de décider si les sous-commissions se composent de deux personnes ou de trois seulement.

L'assemblée décide que les sous-commissions ne se composeront, sauf les cas exceptionnels, que de trois membres.

M. le président demande à l'assemblée de préciser, sur scrutin de liste, à la nomination des membres de la sous-commission de l'impôt sur les Chinois, de qui est adapté.

Le député de l'assemblée donne les résultats suivants :

20 votants : 20 votés.

MM. Chauvelot.....	8 voix.	MM. Mason.....	4 voix.
Baudouïn.....	15	Goupil de Justac.....	4
Pater.....	7	Goupil.....	3
Perrin.....	2	Robin.....	2
Pater.....	7	Langemanis fils.....	5
Martin.....	4	Lamérat.....	1
Leray.....	1		

Il y a ballotage entre MM. Pater et M. Lestac.

Le député de l'assemblée donne les résultats suivants :

20 votants : 20 votés.

M. de Lestac.....	9 voix.	M. Pater.....	11 voix.
-------------------	---------	---------------	----------

En conséquence, la sous-commission chargée du nouvel impôt sera en conséquence composée de MM. Baudouïn, Chauvelot et Pater.

M. le président, vu l'heure avancée, propose à l'assemblée d'établir l'ordre du jour de la prochaine séance.

Cet ordre du jour est arrêté ainsi qu'il suit.

1<sup>e</sup> Question des Chinois puis en considération, si le rapport de la sous-commission est prêt;

2<sup>e</sup> Contributions directes comprises : 1<sup>o</sup> impôt personnel, 2<sup>o</sup> impôt mobilier, 3<sup>o</sup> patentes, 4<sup>o</sup> préstation urbaine, 5<sup>o</sup> préstation en nature.

La prochaine séance est fixée au vendredi 23 avril courant, à deux heures de réves.

La séance est levée à 5 heures.

De tout ce qui précède il a été rédigé le présent procès-verbal, qui a été signé par les membres du bureau : I. LANGEMANIS, DE PETROVSKY, VAN DER VENNE, GOURLI.

Certifié conforme : Th. VAN DER VENNE.

## BULLETIN TRICÉMENNALE

Dépêches extraites de l'Ordre de ses Provinces.

### ALLEMAGNE.

Berlin, 1<sup>er</sup> mars. — En présentant la loi militaire devant le Reichstag aujourd'hui, le général Von Kamke, ministre de la guerre, a fait remarquer que le gouvernement fédéral ne pouvait laisser au hasard la question d'être devancé par les puissances qui l'entourent, et qu'il était nécessaire de placer les institutions militaires de l'Allemagne sur un pied égal à celles de ses voisins. Malgré cela, on n'eut pas conscience que des raisons d'un caractère assez évident avaient décidé le gouvernement à présenter la loi.

Paris, 1<sup>er</sup> mars. — Le *Temps* dit : « L'empereur Guillaume, en arrivant à la soirée donnée à l'ambassadeur français à Berlin, lundi dernier, a exprimé au comte de Saint-Vincent le plaisir qu'il éprouvait de y trouver, et c'est certainement particulièrement de M. Crémieux en disant : « J'ai pour un ami estimé comme vous. » L'empereur a ajouté : « Présentez au président du conseil, M. de Fréycinet, l'assentiment de ma considération pour son habileté et son fermeté. C'est un homme auquel l'Allemagne a tout à faire. » L'empereur a ajouté : « Je regrette que le prince de Bismarck ne soit pas là pour venir repêcher les mauvaises paroles, mais il est encore trop souffrant ». L'empereur a dit qu'il n'avait pas moins de vrai dans les traits qui étaient élevés au sujet d'un présumé désaccord entre lui et le prince de Bismarck, et a ajouté qu'en dernier, ainsi que lui-même, détestait le pacte, spécialement avec la France. »

Berlin, 18 mars. — La commission de Reichstag, à laquelle a été renvoyé le projet de loi anti-socialiste, a décidé, à la majorité de dix voix contre trois, de faire un rapport en faveur de la prolongation de cette loi jusqu'au 30 septembre 1884, au lieu de 1886, ainsi que le proposait le gouvernement. La commission s'est montrée aussi favorable au projet de déclarer la loi autorisant l'expansion des membres de Reichstag et du Landtag de Berlin à l'application pendant la durée de la session.

Berlin, 19 mars. — Il est probable que les relations diplomatiques avec le Vatican seront reprises à brûle-pourpoint.

Londres, 21 mars. — Un décret des forces armées : « Après confirmation de l'existence, la consigne établie sur les journaux français envoyés en Alsace-Lorraine a été supprimée. »

Berlin, 23 mars. — Le prince Orléans, ambassadeur russe à Paris, a eu une longue entrevue avec le prince de Bismarck.

### RUSSE.

St-Pétersbourg, 2 mars. — La ville est dévastée, et la date du vingt-cinquième anniversaire de l'avènement du tsar est considérée comme un jour de réjouissances publiques. A dix heures du matin, une foule immense s'est amassée devant le palais d'hiver. Les troupes étaient massées sur l'espace quadrangulaire situé devant le palais ainsi que sur les chemins qui y aboutissaient. Le tsar s'est montré au balcon du palais pendant vingt minutes, saluant la multitude parmi laquelle fut enthousiasmé. Les membres du conseil, et parmi eux le chancelier prince Gortschakoff, se sont rendus auprès du tsar, vers onze heures, pour lui présenter une adresse de félicitations. Des décrets faisant grâce aux prisonniers, remettant l'arrêtre des déportés par les populations rurales et accordant des marques de distinction, ont été promulgués. Le *Messager officiel* publie une lettre de l'empereur Guillaume, contre-signée par le prince de Bismarck, félicitant le tsar, en termes chaleureux, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son avènement, et d'avoir échappé sain et sauf à la récente explosion du palais d'hiver. L'empereur Guillaume a expédié toute sa satisfaction de voir que l'unité qui unissait autrefois leurs pères à tous deux n'avait pas cessé d'exister, et il a déclaré avoir pleine confiance que cette unité durera jusqu'à la fin de sa vie.

St-Pétersbourg, 3 mars. — Au moment où le général Melikoff descendait de sa voiture devant sa résidence de la rue Grande Moskovskaya, un jeune homme a tiré sur lui un coup de revolver. Le général n'a pas été atteint. Le meurtrier a été immédiatement arrêté par un coéquipier.

St-Pétersbourg, 4 mars. — L'assassin qui a fait feu sur le général Melikoff a tenté de tirer une deuxième fois, mais il a été empêché par un coéquipier qui l'a porté à l'arrêt. L'auteur de la tentative d'assassinat est un juif converti du nom de Melodésky. Il a été jugé, condamné, et sera pendu demain. Il a dit au cours de son jugement que le général Melikoff serait tué par quelques-uns d'entre ses affiliés, car, bien que son propre attentat n'ait pas réussi, une autre réussite leurs pères à tous deux n'avait pas cessé d'exister, et il a déclaré avoir pleine confiance que cette unité durera jusqu'à la fin de sa vie.

Varsovie, 5 mars. — Le général Melikoff a été sommé par le comité révolutionnaire d'avoir à quitter son poste de chef du comité suprême exécutif dans le délai d'une semaine.

St-Pétersbourg, 5 mars. — Melodésky a été transféré aujourd'hui de la fortresse où il était détenu au lieu de l'externat Reitnach et condamné à mort, ayant la douceur vers les chevaux. Une pancarte portant les mots : « Criminel d'Etat » était fixée sur sa poitrine. Une compagnie d'escouade formée l'escorta. L'échafaud étant entouré par l'infanterie, formée en cercle. Pendant le trajet et après avoir monté sur l'échafaud, Melodésky fut resté calme et sourit au parc. Quand la sentence a été lue, il s'est tourné et a salué la foule de tous côtés. Avant d'être remis aux mains du bourreau, il a dit quelques mots au préteur et a tassé le crucifix. Une foule immense assista à l'exécution. Le corps du supplicié fut resté pendu durant vingt minutes.

Odessa, 23 mars. — Le fils d'un prétre, étudiant expulsé et l'un des cinq nihilistes devant être jugés par la cour martiale de Kieff, a été condamné à mort. Son exécution sera la dix-neuvième en Russie, ayant pour motif un délit politique, depuis moins de deux ans.

St-Pétersbourg, 23 mars. — A un dîner donné en l'honneur de l'anniversaire du jour de naissance de l'empereur Guillaume, le tsar a prononcé les paroles suivantes : « A l'occasion de l'anniversaire de mon avènement au trône, l'empereur Guillaume m'a donné une nouvelle preuve de sa constante amitié en m'envoyant une missive officielle, qui a été aussitôt publiée, et une lettre autographe. Cette attention m'a profondément touché. J'éprouve à l'égard de celui qui me l'a témoignée les mêmes sentiments et les mêmes désirs exprimés dans ces lettres, et je compte sur le maintien et l'affirmation des relations qui existent depuis plus d'un siècle entre les deux nations. Je bois à la santé de l'empereur, mon meilleur ami ! »

